

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national du 9 juillet 2020

Rapport de Fabien Roussel

Cher·e·s camarades,

Tout d'abord, une triste nouvelle nos camarades de la Vienne nous ont appris hier la disparition subite de Paul Fromonteil.

Nos premières pensées vont bien-sûr à ses enfants, petits-enfants et arrières petites-enfants

Elles vont aux communistes du département dont il était une figure emblématique.

A notre amicale des vétérans et de la mémoire militante dont il était le président incontesté.

Il était venu naturellement à cette responsabilité, lui dont la vie- il allait avoir 90 ans- se sera confondu avec notre histoire pendant 3 /4 de siècle.

Les hommages légitimes qui lui seront rendus évoqueront les multiples facettes de cet homme extraordinaire : le courage politique, le dévouement sans bornes, la soif d'apprendre et de construire avec les autres, la solidarité international – je pense en particulier au Vietnam et à la Chine – Son rôle dans le développement de la culture comme élu et ensuite, son engagement de chaque instant pour ces 100 ans d'avenir qui sont la marque du centenaire de notre parti.

Nous n'oublierons pas Paul Fromonteil le dirigeant communiste d'exception, l'homme communiste qu'il avait su devenir.

J'aborderai deux enjeux dans ce rapport : premièrement l'analyse des résultats des élections municipales et la nouvelle situation politique qui en découle ; deuxièmement nos perspectives de travail.

Je voudrais souligner au préalable à quel point notre parti se trouve confronté à une situation porteuse d'immenses enjeux, mais aussi lourde de dangers pour la France et son peuple. Après la crise sanitaire, provoquée par la pandémie, une crise économique et sociale sans équivalent depuis la Deuxième Guerre mondiale va secouer notre pays. Elle sera d'autant plus forte qu'elle est utilisée par les tenants du libéralisme pour maintenir leur système, pour maintenir leur pouvoir et pour maintenir leur niveau de vie et de richesse.

Cela fait naître beaucoup de colère mais aussi beaucoup de rejet de la politique, comme viennent de le souligner les élections municipales, avec le taux d'abstention incroyable sur lequel je reviendrai.

Cela fait naître aussi une conscience nouvelle des choix qu'il faut faire pour notre pays. Celle-ci a grandi à l'occasion de la crise sanitaire, à l'épreuve du confinement et au fur et à mesure que le pays prenait conscience de la destruction de notre système de santé et de nos services publics, l'école... Elle va constituer le principal obstacle sur lequel vont maintenant buter le gouvernement et le patronat.

Mais elle ne trouve pas de réponse politique, de solutions porteuses d'espoir, à la hauteur de ce que ressentent les Françaises et les Français. D'où la crise démocratique phénoménale que le scrutin du 28 juin a exprimé et qu'un pouvoir de plus en plus rejeté par la majorité de la population ne va faire qu'aggraver.

Comme toujours, d'une colère légitime, tout peut surgir, selon qu'existe ou non une perspective progressiste crédible. Dans ce moment qui va se révéler crucial, notre parti a un rôle décisif à jouer : pour travailler aux mobilisations indispensables, pour aider à ce qu'elles se construisent sur un contenu politique de haut niveau, pour donner du sens aux confrontations politiques et sociales.

J'en viens à présent aux résultats des municipales.

Leur contexte, totalement inédit, doit nous amener à une analyse prudente du fait de l'abstention historique.

Je veux saluer et remercier les maires réélu-e-s ou élu-e-s, comme celles et ceux qui ont été battus, remercier, tous nos élu-e-s dans des majorités ou dans l'opposition, et toutes nos candidates et candidats qui ont déployé une énergie considérable avec tous les militants et militantes.

J'invite chaque section, chaque conseil départemental à étudier et analyser leurs résultats au plus vite.

Localement à l'échelle de chaque ville, des départements et des régions comme à l'échelle nationale il nous faut analyser les rapports de forces politiques issus de ces élections, et chercher à comprendre pourquoi nous n'avons pas réussi à gagner là, comment nous avons réussi ailleurs et partageons ces analyses avec l'ensemble du Parti..

Nous avons décidé de nous lancer dans cette campagne avec beaucoup d'ambitions, des espoirs de conquêtes et des propositions concrètes à défendre pour les habitants, en tenant compte des réalités locales.

De nombreuses propositions formulées par notre parti se sont retrouvées dans les listes d'union des forces de gauche et écologistes, avec l'objectif de répondre aux urgences sociales et environnementales tel que la gratuité des transports collectifs, la citoyenneté et la participation aux décisions, l'accès gratuit aux premiers mètres cube d'eau, l'encadrement des loyers, l'accès à des centres de santé, la démocratisation de la culture, le développement des pratiques sportives.... Aujourd'hui, beaucoup de ces propositions seront mises en œuvre par des majorités que nous dirigeons ou auxquelles nous participons.

Nous avons décidé aussi que ce second tour serait, et surtout dans les grandes villes, l'occasion de dire non aux choix politiques de la République en Marche et de la droite.

Nous avons dans cet esprit décidé d'initier et de participer à des rassemblements de la gauche et des écologistes, de citoyens.

Pour une grande part, ces objectifs ont été atteints avec notre réimplantation dans de nombreux départements, avec la victoire de nombreuses majorités de gauche et avec les défaites infligées à LREM.

Je ne reviens pas sur les résultats de chaque force politique, à droite et à l'extrême droite. Ils figurent dans la note du secteur élections.

Retenons juste que LREM perd 5 communes de plus de 20.000 habitants et n'en dirige plus que 20.

Que la droite se maintient et reste la première force politique en maires et en élus municipaux avec ses alliés UDI même si elle subit plusieurs défaites lourdes. En additionnant les maires DVD, LR, UDI et MODEM, ils totalisent 272 maires de plus de 20 000 habitants au total.

Il faut reconnaître cette réalité sans laquelle nous pourrions croire, à travers les résultats dans les grandes villes, et ce qu'en ont dit les media, qu'un virage à gauche dans le pays se serait produit lors de cette élection. Ce n'est pas le cas.

Le RN et l'extrême droite voient leur nombre de conseillers municipaux se restreindre. Ils perdent Mantes-la-Ville et une mairie de 100 000 habitants avec la mairie de secteur à Marseille grâce à l'esprit de responsabilité de nos camarades. Je veux saluer Jérémy Bacchi, Jean-Marc Coppola et tous nos camarades qui ont largement contribué à la victoire du Printemps Marseillais. Ne minimisons pas cependant le fait que le RN gagne une ville de 100 000 habitants avec Perpignan et une de plus de 20 000 habitants dans le Pas de Calais.

Concernant les forces de gauche, nous avons assisté à une dynamique incontestable pour les listes d'union de la gauche et des écologistes.

Ces listes ont toutes porté des propositions visant à répondre aux urgences sociales et écologiques. Elles ont exprimé le souhait de voir participer plus activement les citoyens, les habitants aux choix de leur ville. Et quand les forces de gauche faisaient le choix de s'unir, sincèrement, dès le premier tour, avec des citoyen·ne·s, partout, ces listes l'ont emporté.

C'est un des faits majeurs de cette élection. Cette réalité doit, d'une part, nous inciter à travailler beaucoup plus la question de notre pratique politique pour rassembler largement les citoyen·ne·s, comme les forces de gauche et écologistes, pour écrire ensemble des propositions répondant aux exigences des habitant·e·s.

D'autre part, ces résultats montrent une fois de plus, mais nous n'en doutons pas, que la question écologique est tout aussi importante que la question sociale. L'articulation de ces enjeux est décisive pour répondre aux défis de notre temps mais également pour unir le peuple, les travailleurs et travailleuses. Nous devons, sur ce sujet, travailler encore et être toujours plus force de propositions. Les villes, notamment les grandes, peuvent et doivent apporter leur contribution à la lutte pour le climat et nous sommes, nous-mêmes, porteurs de propositions dans ce sens. N'oublions pas, à ce titre, que la question de l'argent et des moyens aux communes est centrale. C'est une spécificité des communistes dans cette campagne alimentée par la Coopérative des élu·e·s animée par Ian Brossat.

Car il serait illusoire de croire que les communes, seules, après tant d'année d'austérité, trouveront, dans leurs ressources propres actuelles, les moyens de relever ces défis. Il nous faut poursuivre et amplifier la bataille politique sur cette question.

Les victoires de la gauche et des écologistes dans les métropoles et de grandes villes sont le fait de listes conduites par des Verts, des socialistes, des communistes, des citoyen·ne·s.

Les Verts ont créé la surprise en emportant des grandes villes, victoire auxquelles nous participons, comme à Bordeaux, Lyon, Strasbourg. Ils enregistrent une progression importante en passant de 4 à 14 communes de plus de 20 000 habitant·e·s.

Là où le PS avait la tête de liste, des listes l'ont également emporté comme à Nancy ou Montpellier et nous participerons aussi à ces majorités. Mesurons cependant qu'il n'y a pas de

progression pour le PS concernant les villes de plus de 20 000 habitant·e·s. Il en dirige désormais 78 villes contre 80 auparavant.

Là où des communistes ou sympathisant·e·s dirigeaient des listes d'union dans des villes de plus de 20 000 habitant·e·s, nous avons nous aussi réussi à gagner comme à Bobigny, Villejuif, Noisy le Sec, avec des apparentés Sevrans, Romainville, Corbeil-Essonnes, en plus des villes conservées. Depuis 2001 nous n'avons pas gagné autant de villes de plus de 20 000. Mais avec les défaites, nous passons au final de 31 villes de plus de 20 000 en 2014 à 27 en 2020.

Nous gagnons aussi une présence nouvelle dans les majorités des métropoles avec désormais des élu·e·s communistes dans 14 des 21 métropoles du pays.

Après Paris, Rennes, Nantes ou Brest, nous faisons notre entrée dans des majorités à Lille, Tours, Strasbourg, Bordeaux, Marseille, Nancy, Montpellier, Besançon, Grenoble, Lyon. Sur l'ensemble des communes, le recensement en cours indique que nous devrions conserver le même nombre de maires et d'élus·e·s, avec une progression importante dans plusieurs départements.

Ne négligeons pas, par ailleurs, la victoire au premier tour dans 233 villes dont Montreuil, seule ville de gauche de plus de 100 000 habitant·e·s où le maire est élu dès le premier tour.

Je veux à ce titre féliciter Patrice Bessac, son équipe et tous nos camarades.

Il y a également la magnifique victoire de Philippe Bouyssou et de sa liste à Ivry, qui a failli battre en brèche dès le 1^{er} tour, l'alliance inédite entre le PS, les Verts et la FI, unis contre le maire sortant. Je pense aussi à la victoire de la députée apparentée, siégeant dans notre groupe à l'Assemblée, Huguette Bello à Saint-Paul de la Réunion, ville de 106 000 habitant·e·s.

Je veux aussi saluer le combat de Jean Paul Lecoq et de sa liste qui au Havre a fait vaciller le Premier ministre, en le contraignant à un second tour, lui qui avait été élu au 1^{er} tour en 2014. Et il y a dans ce bilan contrasté, des victoires qui n'étaient pas des évidences.

Je pense bien-sûr au succès de nos camarades en Île de France, je les ai cités, mais aussi nos victoires dans la ruralité, avec des communes de plus de 3500 habitants, à Villeneuve les Maguelone, Rive de Gier, Eu, Mouy, Commentry, Le Péage de Roussillon, Audun le Tiche, Varenne-Vauzelles, Tergnier, Elne, Neuville sur Saone et j'en passe.

C'est la première fois depuis 2001 que nous gagnons autant de communes, 27 communes de plus de 3500 habitant·e·s, confirmant que nous sommes capables de nous inscrire dans des dynamiques de reconquête.

Parfois, ces victoires nous permettent de nous ré-implanter dans une dizaine de départements où nous n'avions plus de ville dirigée par un maire communiste. Pour tous ces départements, ces municipales sont une victoire.

Notre parti reste la troisième force politique nationale par son implantation locale : c'est un fait, ne le boudons pas. Nous restons une force municipale incontestable.

Mais je voudrais revenir sur un élément marquant de ces élections : une abstention massive, historique.

Bien-sûr, cette abstention a un lien avec la crise sanitaire mais elle s'inscrit dans quelque chose de plus profond. Elle a touché de manière inédite un scrutin municipal pourtant l'un des préférés de nos concitoyen·nes.

Elle vient essentiellement des quartiers populaires, des jeunes, des milieux les plus défavorisés, de ceux qui souffrent le plus des politiques que nous combattons.

Un tel niveau d'abstention marque une aggravation très inquiétante de la crise politique et démocratique, une fracture entre les populations et leurs représentant·e·s.

Le Parti communiste est lui aussi touché. Pour beaucoup des abstentionnistes, nous sommes comme les autres.

Cela doit interroger la valeur des victoires comme des défaites de notre parti.

Car des villes perdues nous en avons. 27 villes perdues de plus de 3500 habitant·e·s, autant que celles gagnées, dont 15 pertes de plus de 10.000 habitant·e·s.

Ces pertes ont des conséquences importantes pour les populations et le rayonnement de notre parti dans les territoires.

Partout, dans ces villes, il ne faut pas tarder à réunir les communistes et chercher à comprendre.

Certaines de ces défaites sont particulièrement douloureuses, surtout quand elles touchent des grandes villes, comme Saint Denis, ou quand elles se concentrent dans un département et je pense notamment au Val de Marne.

J'ai eu l'occasion d'interroger plusieurs secrétaires fédéraux dans toute la France sur les raisons de ces défaites.

Je vous livre ce que j'ai entendu, les premières raisons avancées sont notamment:

- la division de la gauche dès le 1er tour ou au second, dans 80% des villes perdues, c'est le cas,
- nos propres divisions poussant à des fractures irréductibles,
- parfois la volonté de gagner tout seul là où l'union a toujours existé,
- et, en parallèle, un affaiblissement du parti et un non renouvellement de nos élu·e·s, poussant les électeurs·trices à se détourner de notre liste, malgré un bon bilan.

A Saint Denis, la ville la plus importante que nous perdons, rien n'aura été épargné à nos camarades et à Laurent Russier, y compris venant de ceux qui étaient sensés contribuer à une victoire face à un PS local très anticomuniste. Je pense aux insultes et accusations mensongères de ceux qui devraient combattre le libéral Hanotin.

A Saint Denis, comme à Choisy Le Roi, comment gagner quand la désunion est soigneusement organisée, quand LFI fait défaut, qu'EELV s'allie avec la droite ?

Il ne s'agit pas pour nous de nous en tenir à un constat. Nous devons regarder pourquoi nous n'avons pas pu rassembler.

Regardons dans toutes les villes perdues comment nous agissons dès maintenant pour la reconquête.

De nombreuses questions doivent être approfondies, sur notre rapport à la population, notamment celle des quartiers populaires, sur les colères et aspirations qui grandissent, y compris dans les classes populaires, à la place du défi écologique dans les défis à relever, aux luttes sociales, aux expériences démocratiques qui émergent, aux difficultés des communes. Organisons le débat dans les sections, travaillons aux mesures et aux initiatives à prendre pour réunifier le parti dans le respect de notre organisation.

Je vous propose que le secteur élections veille plus particulièrement et très rapidement aux 15 plus grandes villes perdues, pour préparer sans attendre la reconquête. C'est, je crois, ce qui a permis à nos camarades de Villejuif et de Bobigny, de parvenir à leur succès 6 ans après. Il faut en faire une priorité.

Nous avons vu avec la partielle à Fleury l'année dernière, comment l'organisation au service d'objectifs politiques et d'une démarche de rassemblement, était décisive pour la reconquête électorale.

Si dans beaucoup d'endroits, nous sommes parvenus à régler des conflits internes à notre organisation, dans d'autres nous n'y sommes pas parvenus malgré d'importants efforts de direction.

Nos divisions ont encore fait trop de dégâts. Elles sont insupportables. On se tue parfois nous-mêmes !

Dans 6 villes importantes sur les 15 perdues, presque la moitié, notre parti est divisé : A Bezons, Gardanne, Aubervilliers, Morsang sur Orge. Également dans des villes plus petites comme à Longueau et Waziers dans le Nord.

Notre parti est divisé aussi à Vitry. Et ce n'est pas faute d'avoir agi pour l'éviter, en lien avec la direction départementale, le maire sortant, la section, le Président du Conseil départemental.

Ce travail a d'ailleurs contribué le 28 juin au succès de notre liste conduite par Jean - Claude Kennedy et préalablement adoptée par 80% des communistes.

Mais la division destructrice a repris le pas, aux yeux de tous, au lendemain de ce second tour.

Je veux le dire avec toute la solennité nécessaire : ce qui c'est passé à Vitry est inacceptable. Pas chez nous. Pas ça.

Nous sommes connus, reconnus pour être un parti de parole, de convictions, de valeurs.

Nous avons renvoyé la pire image par nos divisions et lors de l'élection surprise de Pierre Bell-Loch et d'un nouvel exécutif, avec la complicité des élu-e-s socialistes et verts.

Quand bien même certains diront que l'élection du maire s'est faite dans le respect du code des communes, il n'empêche qu'avec Pierre Lacaze, nous l'avons immédiatement condamnée. Car ce qui s'est passé bafoue le choix des électeurs et électrices qui venaient de s'exprimer pour la liste conduite par JC Kennedy.

C'est pourquoi j'ai décidé de saisir dès lundi matin la commission nationale de médiation et de règlement des conflits, en tant que secrétaire national, pour faire toute la lumière sur cette affaire. Nous devons connaître toutes les raisons qui ont conduit à cela.

J'en ai informé Pierre Bell-Loch. Il m'a fait part de son choix avec Fabienne Lefebvre, hier en fin d'après midi, tous les deux de se mettre en retrait de leurs responsabilités nationales au sein du parti. Ce que j'ai accepté.

Je porterai d'ailleurs à la connaissance des membres du Conseil national leur courrier comme celui du secrétaire départemental qui a lui aussi saisi la commission des conflits.

Je souhaite désormais que l'ensemble des camarades concernés soient entendus et s'expriment librement dans le cadre de cette commission.

Je souhaite aussi, et surtout, que les communistes retrouvent l'unité et l'apaisement, à Vitry comme dans tout le département du Val de Marne, surtout après la perte de 4 villes importantes

et à la veille d'échéances importantes dont une législative partielle en octobre et les élections départementales et régionales de mars 2021. L'urgence est à retrouver du calme et de la sérénité, surtout pas à continuer à régler des comptes.

Laissons la commission de médiation et de règlement des conflits faire son travail dans la sérénité. Nous avons des combats à mener à Vitry comme ailleurs et nous avons donc besoin de communistes unis !

Je souhaite qu'à la suite de notre conseil national, en lien avec le secteur élections, nous prenions le temps de faire le point avec les élu-e-s et les communistes de Vitry, comme avec la direction départementale sur le suivi des villes perdues. Pensons à la population de ce département où les communistes peuvent être fiers de nombreux combats qu'ils ont menés et qu'ils mènent encore !

Nous devons être mobilisés sur le même objectif : reconduire, malgré la perte des 4 villes et la situation à Vitry, reconduire une majorité de gauche à direction communiste en Val-de-Marne, en mars 2021 !

Un mot enfin sur la prochaine échéance électorale.

Avant les régionales et départementales, les grands électeurs de 56 départements devront élire leurs 172 sénateurs et sénatrices le dimanche 27 septembre prochain.

Nous sommes mobilisés d'abord par le renouvellement de 2 sénatrices, Céline Brulin en Seine-Maritime et Christine Pruneau dans les Côtes-d'Armor, mais surtout par la possibilité d'en gagner dans plusieurs départements.

Nous travaillons à cet objectif avec Eliane Assassi et dans le cadre de discussions avec les autres forces de gauche et écologistes.

Renforcer notre parti et notre influence dans le pays, c'est ce mandat que nous a confié le congrès, avec l'objectif de peser bien plus sur les destinées du pays, en utilisant toutes les échéances électorales, dont la présidentielle et les législatives de 2022.

Oui, notre priorité, c'est de contribuer à battre Macron, c'est de rendre possible une alternative politique.

Le bilan des municipales montre que nous avons des atouts incontestables, que nous sommes en capacité de conduire des rassemblements ou d'y participer avec des contenus novateurs adaptés aux défis de notre temps.

* * *

La nouvelle situation politique est marquée par une crise inédite et par la nomination d'un gouvernement encore plus ouvertement marqué à droite.

Réforme des retraites, de l'assurance chômage, plan de relance qui s'apparente déjà à un plan de soutien à un système économique qui broie les hommes et la planète, voilà le programme des prochains mois.

Ce gouvernement prévoit aussi, avec l'accord de la droite et d'une partie de la gauche, un nouvel acte de décentralisation qui risque d'abîmer profondément notre République, une et indivisible: cet acte de décentralisation prévoit d'affaiblir encore plus l'État en réduisant ses missions et en donnant la possibilité d'adapter des lois dans les régions. C'est inédit. Des LR à LREM, ils appellent cela le droit à la différenciation.

Là où est écrit « égalité » sur les frontons de nos mairies, ils veulent donc ajouté « différence », différence des territoires, différences des lois sur l'ensemble du pays. Ils veulent faire de nos régions des Landers, une République fédérale, à l'Allemande.

Nous devons, si le Président confirme cette voie le 14 juillet prochain, nous élever fortement contre ce projet et mener une belle campagne sur l'unicité de notre République, sur l'égalité des citoyens et des territoires ! La France n'est pas l'Allemagne.

Mais la majorité, comme l'ensemble de la droite, pourrait profiter de la grave crise démocratique qui traverse notre pays pour faire passer tous ces projets.

Je pense notamment à l'abstention, très forte lors de ce scrutin.

Un tel rejet d'une élection doit nous interpeller nous particulièrement. Car cette abstention, venant des milieux populaires, de la jeunesse, du monde ouvrier, des employé·e·s, arrange particulièrement le pouvoir en place et le camp des riches, du capital.

Et c'est pourquoi elle doit nous préoccuper en premier lieu.

Car c'est une part toujours plus grande du peuple de France qui a le sentiment que le suffrage universel n'a plus d'utilité.

A travers cette abstention, c'est la souveraineté du peuple qui est atteinte. C'est sa capacité à exprimer ses choix, ses espoirs, ses colères qui en est limitée.

Déjà, la souveraineté de notre pays est limitée à cause des traités européens auxquels nos dirigeants successifs ont souscrit et qui nous privent de nos propres choix. Elle l'est aussi à cause des multinationales, de la finance qui dictent les leurs.

Elle l'est enfin par l'absence de droits et de pouvoirs réels des salariés et de l'affaiblissement de ceux des élus locaux.

Cette fracture est évidemment dangereuse. Car en plus, elle affaiblit toute la gauche qui a une responsabilité dont elle ne peut se dédouaner. Elle doit se ressaisir car prendre acte de cette facture peut conduire au pire.

Celle-ci prive la gauche de sa capacité à impulser des transformations radicales, la maintient la dans un étiage faible et continuera à l'éloigner du pouvoir, sauf à se renier totalement, si nous ne parvenons pas à faire bouger les choses.

Pire, l'exaspération que recouvre l'abstention peut, en l'absence d'alternative progressiste crédible, nourrir des votes « dégagistes » désespérés, voire basculer en faveur de solutions autoritaires ou fascisantes.

Cette fracture est évidemment travaillée par le pouvoir et les milieux d'affaires.

Ils ont tout intérêt à détourner les français-e-s des urnes, à diviser les forces politiques, le monde du travail, le mouvement social.

L'autre objectif qu'ils poursuivent est de mieux répondre aux exigences du capital et accélérer la sortie de crise en la faisant payer au monde du travail et plus largement à notre peuple.

C'est tout le sens des presque 500 milliards d'euros d'argent public déversés, sans aucune condition, pour soutenir des plans de restructuration de multinationales et de filières entières, fondés sur des suppressions massives d'emplois, et de reculs historiques des droits des salariés.

Certes dans cet apport massif d'argent public, nous avons soutenus certains dispositifs, en faveur des collectivités, des PME et des TPE, en faveur des plus fragiles, en faveur du chômage partiel, même si, pour ces exemples, à chaque fois nous en avons démontré, et les limites, et les insuffisances.

Mais dans ces 500 milliards, il y a au moins une centaine de milliards d'euros destinée à financer des filières entières dont des grosses PME ou des multinationales françaises et étrangères, sans aucune contrepartie. Cela conduit à des plans de licenciements massifs comme rarement notre pays en a connu.

Automobile, énergie, BTP, aéronautique... par milliers, les emplois sont rayés d'un trait de plume, alors même que l'argent public, notre argent, coule à flot pour soit disant les aider.

D'autres milliers d'emplois sont en suspens dans les réseaux de sous-traitants ou des filiales d'Air France, d'Airbus, de Renault et de bien d'autres mastodontes économiques dont les activités peuvent à tout moment disparaître du jour au lendemain.

C'est au regard de cet enjeu que doit être abordée la question du débouché politique.

Face à ceux qui veulent fragmenter, diviser la classe ouvrière, nous devons, nous, déployer tous les efforts pour l'unir, la rassembler, rassembler les forces sociales et toutes celles et ceux qui souffrent des logiques capitalistes.

Comment contribuer à la prise de conscience de l'ensemble du monde du travail de sa force, de son intelligence, de sa capacité même à prendre le pouvoir pour faire grandir une société respectueuse de chaque être humain et prenant enfin les mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique ?

Comment convaincre celles et ceux de nos concitoyens qui veulent que ça change mais ne s'engagent pas dans les luttes ? Comment redonner envie de se battre, de s'engager à celles et ceux qui n'y croient plus ?

Voilà le rôle qui est le notre, voilà notre travail aujourd'hui.

Face à ce mur de défiance, d'abstention, de rejet de la politique, les appels à l'unité et à la construction de candidature unique à la présidentielle, qui plus est derrière l'écologie politique, ne font pas le poids.

Il faut initier des constructions politiques à la hauteur des défis de civilisation, des transformations radicales que nous voulons pour la France, l'Europe, le monde.

Et d'abord en étant dans l'action et dans la proposition, dans la résistance et dans l'alternative en même temps aux projets de ce gouvernement et aux mauvais coups portés par le monde des actionnaires, du CAC 40 et des banques.

Le Parti communiste doit être, l'outil, la force, de cette riposte déterminée, le ciment de cette union du peuple de France.

Nous pouvons le faire, partout, dans tous les départements, en contribuant à la montée des luttes, en mettant en débat des propositions novatrices dans cette crise.

Nous pouvons le faire en étant plus à l'écoute de celles et ceux qui luttent, qui se mobilisent, qui réfléchissent aussi aux propositions à mettre en œuvre pour sortir du capitalisme.

Le projet de sortie de crise que nous avons adopté au dernier conseil national est un atout décisif pour cela et nous allons le mettre très largement en débat à travers la plateforme numérique *La France en commun* et toutes les initiatives que nous prendrons pour l'enrichir, le mettre en débat avec des associations, des ONG...

Nous pouvons être cette force utile au peuple en étant aux côtés des hommes et des femmes aujourd'hui inquiets pour leur avenir, pour celui de leurs enfants, confrontés à la brutalité du chômage partiel ou des licenciements, voire à la pauvreté totale, à l'image de dizaines de milliers de jeunes étudiants ou salariés.

Oui, il faut nous tourner plus résolument vers ces couches populaires et ces classes moyennes qui ont peur du déclassement et aspirent à vivre mieux, vers cette jeunesse qui se mobilise pour plus d'égalité, plus d'écologie,

vers ces ouvrier·e·s et employé·e·s écrasés par leurs conditions de travail et dont la créativité est étouffée, vers ces cadres qui sont écartés des choix stratégiques de leur employeur, des choix qui vont de plus en plus souvent à l'encontre de leur éthique, vers tous ces salariés qui ne rejettent pas forcément la politique, mais restent plutôt à distance de tout ce que leur apparaît comme de l'impuissance politique.

Nous pouvons bien sûr, pour relever ce défi, prendre appui sur des prises de conscience, au cours de la crise sanitaire, de l'importance des services publics, de la nécessité de relocaliser notre industrie, de redonner du sens à une nouvelle politique industrielle, de retrouver de la souveraineté économique, sur la montée de l'enjeu climatique dans la société française.

Développons des batailles politiques, des campagnes de notre parti, à la hauteur de nos objectifs politiques.

Premièrement, au regard de l'importance de l'enjeu de santé publique, nous continuerons de nous battre aux côtés des soignant-e-s pour que la santé publique bénéficie des moyens permettant de répondre aux besoins de nos concitoyens.

Une seconde vague de pandémie peut survenir à la rentrée. Notre pays doit faire en sorte d'être, cette fois-ci, prêt à faire face.

Je vous propose aussi de porter cet été la campagne européenne pour un vaccin gratuit, initiée par 13 partis européens dont le nôtre avec pour support la pétition européenne lancée par la GUE et le mot d'ordre « Pas de profit sur la pandémie ».

Deuxièmement, mettons cette question décisive de l'emploi et de sa sécurisation au cœur de nos priorités.

Dans l'attente de notre Conseil national sur l'emploi à la rentrée, probablement les 5 et 6 septembre prochains, je vous propose d'être présents, partout où c'est possible, aux portes des entreprises menacées. Des tracts sur ces entreprises seront mis à sa disposition, sur GE, sur Airbus, sur Sanofi.

Nous pouvons aussi soutenir des campagnes animées par les fédérations comme celle du Territoire de Belfort où les communistes portent de belles propositions contre la casse de Ge Electric.

Le Conseil national de la rentrée devra faire le point sur nos propositions et être en capacité d'en produire de nouvelles, en lien avec ce que nous vivons aujourd'hui. Les questions de réindustrialisation, de services publics, du type de richesse créée, de sécurité sociale, de démocratie sociale et d'utilisation de l'argent devront être au cœur de nos échanges. Il serait utile de confronter nos propositions, de les partager avec d'autres, de confronter nos propres idées à d'autres courants de pensée pour les enrichir.

La crise est telle, et tellement inédite, que nous ne pouvons rester dans nos certitudes. Soyons ouverts et à l'écoute de tout ce qui bouge dans la société à partir du moment où cela répond à des attentes de nos concitoyens, aux besoins de changement et de ruptures avec le système capitaliste.

Cet enjeu de l'emploi doit d'ailleurs à mon sens être une priorité qui nous permettra de préparer au mieux les échéances départementales et régionales de 2021.

Je ne développe pas ici l'enjeu de ces échéances électorales qui feront l'objet d'interventions cet après-midi.

J'insiste cependant sur l'importance de leur préparation rigoureuse dès à présent car elles seront décisives pour les populations et la construction de l'alternative au pouvoir national.

Dans notre bataille politique pour l'emploi, nous pourrions tenir une initiative nationale, par exemple un rassemblement à Paris permettant de faire connaître nos propositions et notre disponibilité pour construire le changement.

Le Parti communiste a vocation à intervenir avec beaucoup plus de détermination et de créativité dans cette immense confrontation entre les forces du capital et le monde du travail, dans la mise à sac organisée de notre industrie, de ses emplois et de ses savoir-faire, au nom d'une crise sanitaire qui ne fait que révéler l'ampleur de la crise du système tout entier.

Concernant notre rentrée politique, nous sommes en train de finaliser nos décisions. Elles seront forcément liées à la décision qui sera prise par le gouvernement concernant la Fête de l'Humanité, décision toujours en cours d'instruction, et dont les enjeux sont lourds pour le journal comme pour notre parti. Patrick Le Hyaric nous tiendra informés du travail engagé par le journal.

Le contexte de crise sanitaire nous oblige par ailleurs à questionner le format d'une initiative de type université d'été qui dans tous les cas ne pourra se tenir sous le format habituel. Nous travaillons à programmer une journée qui pourrait se tenir le samedi 29 août.

Le second semestre 2020 sera en outre marqué par d'autres événements nationaux de notre parti, à commencer par nos initiatives pour le centenaire avec une délégation nationale du PCF à Tours prévue début octobre, l'inauguration de l'exposition d'affiches début décembre et un week-end du centenaire à notre siège national les 11-12 et 13 décembre marqué par des débats sur l'actualité du communisme et de notre parti et par un banquet international. La réussite de ces initiatives, en lien avec toutes celles construites par les fédérations, sera un atout important pour atteindre nos objectifs politiques.

D'autres événements sont d'ores et déjà programmés au second semestre comme l'édition annuelle des états généraux de la révolution numérique avec de grandes questions d'actualité, de nouvelles assises de l'écologie décisives au regard des enjeux que j'ai évoqué et également au plan européen, le forum européen à Athènes à la fin novembre.

Enfin, un autre enjeu devra nous mobiliser dès cette année, c'est la perspective du 39e congrès national de notre parti.

Comme vous le savez, nos statuts prévoient que nos congrès se tiennent au plus tard tous les trois ans, soit concernant le prochain au plus tard en novembre 2021.

Au regard du calendrier électoral, prévoyant des échéances présidentielle et législatives au printemps 2022, il ne faudrait pas prendre de retard dans la préparation de ces échéances.

Le comité exécutif national propose donc que notre prochain congrès se tienne dans un an, à la fin juin 2021. Vous avez reçu ce matin un projet de calendrier de travail de la direction nationale qui formule une proposition pour les différentes étapes de préparation de ce congrès. Si nous retenons ce calendrier, nous aurons à convoquer le congrès, définir son ordre du jour et la mise en place des commissions lors du Conseil national de novembre prochain.

J'ai bien conscience que cette échéance intervient tôt et se superpose à d'autres défis majeurs pour notre parti mais chacun.e mesure l'importance de la préparer dans les meilleures conditions

pour être à la hauteur de la situation politique et garantir le fonctionnement démocratique de notre parti.

Nous aurons le temps d'échanger sur les priorités de ce congrès mais je veux d'ores et déjà souligner que le bilan de notre activité, les développements de la crise systémique en cours, notre démarche politique pour contribuer à une union populaire qui débouche sur des conquêtes politiques majeures pour le peuple et la préparation des échéances nationales de 2022 en seront naturellement des points clés.